

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

juin

1978

sommaire

Le tournant de la CFDT..... p 2
Le IXème Congrès du PCE..... p 2
Terrin : défense régionale... p 3
Non à l'autogestion..... p 3
Grèves au Brésil et au Pérou p 4
Réponse à T.I.L..... p 5

mensuel
3ff

n° 50

30 FB/2 FS/0,70 cts can.

LE CAPITAL FRANÇAIS ACCENTUE L'OFFENSIVE :

Mars 78 apparaît bien loin. Les élections qui avaient servi à polariser l'attention sur des soi-disant lendemains qui chantaient, qui avaient servi à canaliser vers l'isolement toutes les luttes que venait de mener la classe ouvrière, sont bien passées et le mirage commence à s'estomper pour révéler la réalité sinistre du capitalisme en crise : austérité, chômage, inflation et guerre impérialiste.

La bourgeoisie profite de l'étourdissement du prolétariat, sonné par plusieurs années de campagnes électorales intenses et incessantes, encore démoralisé par ce qu'il croyait être "sa" défaite, celle de la gauche, pour mener son attaque et pousser son avantage avant un réveil qui risque d'être brutal.

Lorsque le prolétariat recule, la bourgeoisie avance, et vice versa. Sombrier

dans la mystification électorale est une défaite pour la classe ouvrière et un succès pour la classe dominante. Celle-ci en profite pour attaquer de manière brutale et impudente le niveau de vie des ouvriers et pour tenter d'avancer dans la mise en place de sa solution : la guerre mondiale impérialiste.

L'austérité du plan Barre III et l'intervention des militaires français en Afrique sont les deux aspects d'une même réalité : la faiblesse du prolétariat. Seule la reprise de la lutte de classe, la relance de l'offensive du prolétariat pourra faire reculer le spectre de la misère capitaliste et de la guerre impérialiste.

AUSTERITE

Libération des prix industriels; hausse des prix agricoles; transports +15%; électricité +15%; charbon à usage domestique +8%; téléphone +12%; tabac +15%; timbre-poste +20%; essence +7%; tickets métro-bus +20%... Il fallait frapper vite et fort : ils ont frappé. Il fallait profiter de l'accalmie de la période post-électorale : ils en ont profité. Il fallait rattraper le temps perdu : ils l'ont rattrapé. La bourgeoisie avait pourtant bien essayé de "retenir" la hausse des prix de dissimuler l'étendue du chômage par des mesures aussi mensongères que futiles jusqu'à ces fameuses élections qui, aux dires de tous (droite, gauche, gauchistes) allaient ouvrir une période "différente"; mais une fois l'échéance passée, finies les illusions, finies les promesses, redevons "sérieux et réalistes". La bourgeoisie, toutes tendances réunies, a bien manœuvré : les troupes sont restées calmes, mais pour combien de temps encore?

Et surtout n'allez pas croire que c'est par pure méchanceté qu'on vous demande encore une fois de casquer ; ce que vous allez donner d'une main, vous le recevrez au centuple de l'autre. C'est bien évidemment pour prendre des "mesures sociales de justice" qu'il faut se serrer la ceinture. Pour financer l'emploi des jeunes par exemple ... (quel emploi au fait ? des stages sous-payés, rémunérés trois ou quatre mois

après l'embauche pendant lesquels les jeunes travailleurs sont soumis à une concurrence et une pression morale acharnées). Ne serait-ce pas plutôt pour calmer les esprits, pour endormir la combativité de la classe ouvrière que la bourgeoisie tient le langage de l'ouverture sociale car elle sait pertinemment que ces jeunes travailleurs sont en sursis et que cette situation couvre des possibilités d'explosion énormes qui la font trembler de peur.

Ce plan Barre, troisième volet, aurait aussi la grande ambition "d'assainir l'économie" en pratiquant la "vérité des prix" : la libération des tarifs publics en ferait partie. En quoi consiste-t-elle? L'Etat se désengagerait vis-à-vis du déficit de la SNCF et de la RATP : en pratiquant une augmentation des prix, les déficits de ces entreprises se résorberaient et en conséquence ceux de l'Etat aussi. Quand on sait que la politique de crédit et donc l'endettement est une politique constante de tous les pays depuis la seconde guerre mondiale et qu'aucun pays au monde ne peut résorber ses dettes tant le marasme de l'économie mondiale est grand, on peut dès maintenant conclure à la faillite de cette politique. En un mot, pour nous, travailleurs, "assainir l'économie" signifie s'enfoncer dans la crise, renforcer les mesures d'austérité et nous faire payer la note qui n'i-

(suite p. 2)

GUERRE



M Des légionnaires parachutés sur Kolwezi, des Jaguar de l'aviation française détruisent une colonne du Polisario en Mauritanie, des soldats français combattent les rebelles Toubous du Frolinat dans le désert du Tchad, d'autres déguisés en casques bleus s'accrochent avec les feddayins au Sud-Liban tandis qu'à Djibouti, au Sénégal, etc., des bases militaires françaises sont là au cas où... l'impérialisme russe se montrerait trop menaçant.

La bourgeoisie française confirme ainsi son rôle de chien de garde, non seulement de ses intérêts propres, mais aussi de ceux de l'ensemble du bloc occidental dans sa zone traditionnelle d'influence qui correspond en gros à

ses anciennes colonies. De plus en plus, la France est le Cuba des Etats-Unis : alors que Cuba rembourse en chair humaine, par des contingents de soldats, l'aide économique du COMECON, et intervient pour le compte du bloc russe aussi bien en Angola qu'en Ethiopie, la France, en échange d'une part de marché, d'une zone de domination économique privilégiée que lui accordent les USA, le tuteur du bloc occidental, joue de plus en plus le rôle de gendarme en payant de sa personne, en fournissant la chair à canon.

De massacres en massacres, l'impérialisme français marque son empreinte sanglante sur le continent africain. La France utilise sa triste expérience coloniale pour être aujourd'hui la force d'intervention la plus efficace sur ce continent. Tous les corps d'armée qu'on retrouve aujourd'hui sur ces théâtres d'opérations sont ceux qui, il n'y a pas si longtemps, se sont tragiquement illustrés aussi bien en Indochine que dans toute l'Afrique : légionnaires, parachutistes, infanterie de marine, tous ces noms qui résonnent comme autant de crimes. Après une brève accalmie datant de l'indépendance de l'Algérie, l'impérialisme français renoue avec sa tradition guerrière, montrant ainsi une fois de plus que dans la société capitaliste la paix n'est qu'une illusion qui ne sert qu'à préparer une guerre future.

Quatorze mois après la première offensive du Front de Libération National du Congo contre la province du Shabaja seconde offensive met en lumière l'accroissement des tensions inter-impérialistes dans le continent africain. La riposte du bloc occidental montre

(suite p. 4)

Contre la marche vers la guerre mondiale : riposte internationale de la classe ouvrière !

• Ils disent intervenir pour "raisons humanitaires". Ils mentent.

- Toutes les guerres débutent avec ce prétexte. Les atrocités ? Ils les "oublient" quand elles ne peuvent servir leurs mauvais coups : qu'ont-ils dit du massacre, par l'Afrique du Sud, de 600 réfugiés en Angola ?

- "Chevaliers de la civilisation", ces paras, ces légionnaires ? Ce sont les troupes les plus brutales et sanguinaires. Eux-mêmes s'en vantent : "on est ici pour casser du katangais".

- La presse, la télévision, la radio, en font trop ; elles ne feraient pas tant de bruit si elles n'avaient du mal à remplir leur rôle : tenter de masquer l'évidence ; la seule vraie raison de l'opération Kolwezi : son caractère impérialiste. Et l'ampleur du battage est à la hauteur de l'enjeu en cause, qui n'est pas des moindres :

L'INTERVENTION AU ZAÏRE MARQUE UN NOUVEAU PAS DANS L'ESCALADE VERS UNE TROISIEME GUERRE MONDIALE.

Certes, le fait n'est pas nouveau.

Depuis la fin de la seconde guerre, les deux blocs impérialistes : USA et ses valets, URSS et ses "frères" n'ont cessé de s'affronter sous couvert de "décolonisation", "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", "défense de l'intégrité nationale", "lutte pour la démocratie", lutte pour le socialisme", faisant des zones en conflit des enfers pour les peuples victimes de leur "solidarité". Et ce fut, par l'envoi massif d'armements les plus meurtriers, ou par l'intervention directe, le quadrillage de la terre saignant de ces massacres : Indochine, Corée, Afrique du

Nord, Moyen-Orient, Vietnam, Biafra, Bengale, Cambodge.

Aujourd'hui, l'Afrique est une zone privilégiée de l'échiquier où se joue leur jeu infernal : chacun avance ses pions. Les deux camps sont pour l'heure ainsi tracés : aux couleurs de l'URSS : Angola, Mozambique, Algérie, Lybie et Ethiopie. En face, les pièces maîtresses des USA et de ses acolytes anglais français et belges : Afrique du Sud et Zaïre. Plus le capitalisme mondial s'enfonce dans sa crise économique,

(suite p. 4)

MORT D'ALDO MORO : LE FRONT ANTI-TERRORISTE D'AUJOURD'HUI PREPARE LE FRONT ANTI-OUVRIER DE DEMAIN

voir p.6

AUSTERITE

(suite de la p.1)

ra qu'en s'alourdissant.

Et c'est la même histoire pour la libération des prix industriels. C'est l'Etat qui libère les prix (il n'y a donc là rien d'une politique "néo-libérale" comme le pensent certains) - et cela lui permettra ainsi d'éliminer le plus rapidement possible tous les "canards boiteux" et aussi de contrôler la concentration des moyens de production les plus aptes à faire face à la concurrence internationale (voir la concentration dans le textile, l'électroménager, la sidérurgie, etc.). En effet, ces mesures d'austérité correspondent pour la bourgeoisie française à la nécessité d'adapter son appareil de production aux réalités d'une crise qui s'approfondit de plus en plus et qui lui laisse de moins en moins de marge de manoeuvre.

Et si la gauche avait gagné les élections? Cela aurait-il été différent?... Bien sûr que non. En gérants loyaux du capitalisme, les PC et PS n'en auraient pas moins demandé aux travailleurs de faire des sacrifices. Mitterrand n'a-t-il pas déclaré : "la crise existe, il faudra la payer... Nous serons plus à l'aide pour demander des sacrifices aux travailleurs au nom de la justice". Quant au parti communiste, avec sa propagande ignoble, il tente de rassembler les travailleurs derrière le drapeau tricolore, au nom de la défense de l'entreprise française, du "fabriquez français" et du "mourez français". Un de ses députés déclarait, à propos des licenciements dans la sidérurgie, le 28 avril dernier à l'assemblée : "On n'écoute pas les élus qui proposent des solutions raisonnables. Ce qui coûte cher, c'est le chômage et les travailleurs ont davantage le souci de l'intérêt national que ces Messieurs d'Usinor qui utilisent l'argent que vous leur donnez pour investir à l'étranger". Il est donc évident que la gauche au pouvoir aurait été contrainte d'appli-

quer ces mêmes mesures ; la différence aurait été dans la capacité plus grande de les faire accepter derrière un langage "ouvrier", et cela la droite l'a compris puisqu'elle fait des appels de pied au PS, qu'elle pratique "l'ouverture sociale".

Nous écrivions dans l'éditorial de RI n°47 (mars 78) : "ces élections permettront de donner au PS une place majeure dans la vie politique dans le but, entre autres de donner au gouvernement une coloration plus "sociale", mieux en mesure de faire accepter aux masses ouvrières les mesures d'austérité."

Ce processus est en cours. Quant aux syndicats, ils ne sont pas en reste de "collaboration de classe", de crapulerie et de culot. Ils s'agglutinent aux portes de l'Elysée pour aller "négocier" (quoi?) alors qu'on associe les travailleurs avec les augmentations. Ils sont prêts à négocier des accords de défaites, profession par profession, branche par branche, pour mieux diviser la classe ouvrière. Ce qu'ils négocient avec Barre, c'est la meilleure façon de faire avaler la pilule, la meilleure façon d'encadrer les travailleurs.

La brutalité avec laquelle la bourgeoisie a pris ces mesures ressemble de près à une provocation. Mais en même temps, elle signifie sa faiblesse dans la mesure où il est nécessaire qu'elle prenne des mesures aussi importantes sans se permettre de pouvoir les étaler. Cette situation ressemble, toutes proportions gardées, à la situation en Pologne en 1976, quand l'Etat annonce des augmentations de 50% pour les denrées de base. Malgré les différences, l'économie polonaise étant beaucoup plus faible que l'économie française, c'est vers ce type de situation exacerbée que tendent tous les pays européens et en particulier la France. En effet, loin de pouvoir nous assurer un avenir radieux, la bourgeoisie, toujours plus restreinte dans ses marges de manoeuvre, tentera sans cesse d'accentuer l'austérité. Ce sont les pays sous-développés, dans l'horreur des conditions de survie qui y sont faites au prolétariat, qui indiquent la barbarie présente du capitalisme.

Et maintenant que faire? La bourgeoisie a mené une offensive ; mais de la démoralisation qui a suivi cette offensive doit naître la juste compréhension du rôle qu'ont joué tous les partis politiques et syndicats pour nous mener sur leur terrain. Elle doit nous permettre aussi d'en tirer les leçons nécessaires qui s'imposent : rompre avec les syndicats, reconquérir le terrain de la lutte de classe en étendant et généralisant les luttes. En effet, face à une attaque générale de l'Etat bourgeois contre le niveau de vie de la classe ouvrière, ce n'est pas dans le cadre isolé de l'usine, entreprise par entreprise que peut se concrétiser une riposte réelle contre les mesures d'austérité, mais dans le cadre d'une lutte qui doit aller en se généralisant, en bousculant et dépassant toutes les divisions corporatistes, usinistes, localistes etc.. Le caractère étatique, général des mesures d'austérité implique une riposte globale ; concrètement se pose la nécessité d'étendre les luttes pour résister tous unis à l'attaque de la bourgeoisie. La bourgeoisie n'est forte que de notre faiblesse actuelle. Mais son système repose sur un socle d'argile et c'est en étant conscient de ses limites que nous devons continuer la lutte et prendre confiance et conscience de nos propres forces.

Travailleurs! C'est partout, en Italie, Espagne, Portugal, Pologne, etc, que la bourgeoisie est contrainte de prendre des mesures d'austérité pour maintenir son système d'exploitation

Travailleurs! C'est partout que gauche et syndicats prêtent main-forte au renforcement de l'Etat, à la soumission du travail au capital, à la défaite de la classe ouvrière!

Travailleurs! C'est partout qu'il faut sortir de l'usine, briser l'étau syndical, étendre les luttes et conquérir la rue pour abattre ce vieux monde pourri et marcher vers le communisme!

P.F.-

9 eme congrès du P.C.E.

La fête de la fidélité au capital

• A Madrid -pensez bien : là où il n'avait pas assis son instance suprême depuis la guerre civile- le PC d'Espagne vient de tenir (fin avril) son IXème et glorieux congrès ! Est-ce que la démocratie se consolide en Espagne ? Eh bien, évidemment : oui, et c'est tout le contraire d'une victoire du prolétariat qui aurait réussi à gagner le pas sur le capitalisme en repoussant le fascisme. La démocratisation de l'Etat espagnol, fruit involontaire du mouvement ouvrier, avance, c'est vrai, mais SR le repli de la lutte ouvrière (tout relatif) depuis 1976. Il n'y a nulle conquête du combat prolétarien dans cette démocratisation, mais la nécessité de toutes les forces du capital national à adapter leur Etat, encore grevé des lourdeurs franquistes, pour l'affrontement d'une crise économique incontrôlable et surtout pour contenir les assauts prévisibles des classes travailleuses précipitées dans la misère. Les cris d'allégresse qui ont salué la fin du IXème Congrès du PCE, à l'intérieur comme à l'extérieur, aux oreilles prolétaires résonnent d'un tout autre son : ils sont le présage lugubre d'un renforcement résolu de la dictature et de l'exploitation capitalistes.

Les journaux de la bourgeoisie s'en sont largement fait l'écho. "IXème Congrès du PCE", a-t-on lu : "Congrès de l'inflexion déterminée vers l'eurocommunisme" ! "Congrès de l'abandon définitif du stalinisme" ! "Congrès de la défétichisation léniniste !"... Ça, la bourgeoisie apprécie comme il lui plaît la volonté de changement d'un des partis siens, et nous lui laissons mettre tous les enthousiasmes, les réserves, les critiques, les points d'interrogation et les guillemets que bon lui semble, depuis "El Diario" jusqu'à "Rouge", pour nous, s'il y a, au milieu de la diarrhée de communiqués officiels lâchée par le PCE quant à son Congrès, quelque chose que nous voulons lui payer pour seul argent comptant, c'est bien ceci dans la bouche même de Santiago Carrillo : "Nous sommes tous des communistes. Nous avons procédé à la mise à jour de notre parti. Rien d'autre".

Exactement, rouges canailles du sang prolétarien versé par vos entremises dans les rues de Barcelone en mai 37, vous êtes tous, après comme avant votre "historique" IXème Congrès, toujours de cette même maudite engeance exploiteuse qui voudrait faire adorer à la classe ouvrière le fouet du capitalisme étatique absolu qu'on lui promet, sous le nom de communisme. Rien d'autre !

Il s'agit bien de mise à jour, sans doute, mais par rapport à quoi, à quoi ? Au prolétariat ? Aucunement ! Le but unique du combat ouvrier ne souffre aucune révision par ses organisations politiques. Le ravalement de façade du PCE à son IXème Congrès, sa mise à jour, sa révision de ce qu'il appelle le léninisme, la modernisation de sa tactique devant "un monde qui a changé de base" (authentique citation de Carrillo), ne regardent pas l'issue prolétarienne à la crise capitaliste, mais,

(suite p.7)

l'exploitation d'une faiblesse momentanée du prolétariat.

Mais ce sont les besoins de la bourgeoisie qui ont circonscrit son changement de langage et d'attitude, comme chez tout autre organe bourgeois.

Si le jeu politique post-électoral rend plus "responsable" la CFDT, par contre, il éloigne des allées du pouvoir la CGT, ce qui ne peut que pousser ce syndicat à durcir et à radicaliser son langage à son tour.

Les seuls mécanismes propres aux organisations bourgeoises animent les syndicats et expliquent leurs attitudes.

En abandonnant son image "radicale", aujourd'hui, la CFDT ne manque pas de projeter l'éclairage sur ses discours d'hier.

Pour tout syndicat, le degré de "radicalité" en paroles ne peut exprimer que ses besoins de mystification dans la seule fonction qu'il occupe en permanence : le rôle de flics assumé dans les entreprises.

Y.D.

C.F.D.T.

QUEL QUE SOIT LEUR MASQUE LES SYNDICATS RESTENT DES ENNEMIS

• Nombreux sont ceux qui, ces dernières années, se sont laissés abuser par tout ce qui prétendait être un "syndicalisme de gauche" qui offrirait à leurs yeux une image tantôt "moins réactionnaire", tantôt "moins bureaucratique", "plus démocratique" ou "qualitativement différente".

Ce n'est certes pas là pourtant qu'il faut chercher un terrain de classe.

Il y a plus de 60 ans qu'il est devenu impossible à la classe ouvrière d'arracher des réformes véritables et de défendre ses intérêts sur le sol syndical.

Dès qu'un organe se manifeste sur ce terrain, il devient un instrument de l'ennemi de classe, un rouage de l'Etat capitaliste (voir la brochure "Les syndicats contre la classe ouvrière"). C'est pour cela que nous avons inscrit dans notre plate-forme comme leçon fondamentale du mouvement ouvrier que "tous les syndicats sont partout des organes capitalistes au sein du prolétariat".

Si, parmi d'autres, la CFDT a su se tailler l'image de marque d'un syndicat "plus combatif" en mettant l'"autogestion" au goût du jour ou en animant des campagnes pour les "comités de soldats" en prônant des occupations d'usines voire quelques séquestrations de patrons. Voilà qu'aujourd'hui, elle révèle mieux sa nature par un renversement d'attitude devant les avances gouvernementales.

Il y a seulement quelques mois, Edmond Maire, alors zélé ardent du Programme Commun, prétendait qu'un gouvernement de la gauche en pouvait seul représenter des "aspirations populaires et sociales". Il proclamait aussi qu'il n'accepterait jamais de cautionner des mesures portant atteinte aux intérêts des travailleurs. Tel était l'essentiel du langage de ce

syndicalisme "de choc". Mais voici qu'au moment où l'Etat entreprend d'accélérer la marche à l'austérité, où ce gouvernement qui n'était "plus crédible" porte un des plus sérieux coups à la classe ouvrière en France (licenciements au coeur même de l'industrie, fermetures d'usine employant des milliers d'ouvriers, gel des salaires dans les entreprises, hausses de 20 à 30% des tarifs des services publics), le dirigeant cédétiste déclarait à la sortie de son entrevue avec Barre : "Nous avons constaté une entrée dans la discussion, et une attitude de recherche de procédures acceptables" et se félicitait publiquement du "ton nouveau du gouvernement".

Certains s'étonnent : qui voit-on en première ligne répondre à l'appel du premier ministre pour la collaboration des "bonnes volontés" soucieuses de l'avenir économique du pays ? Qui voit-on se précipiter aux consultations de l'Elysée quatre jours après la fermeture des urnes ? Un syndicat qui, il y a 10 ans s'était rallié à des cortèges entraînant dans leurs sillages 10 millions de grévistes, qui n'hésitait pas à arborer ses calicots au milieu de drapeaux rouges et noirs alors même que la CGT se faisait encore le fer de lance de la dénonciation des troubles de l'ordre public... Un syndicat qui accueillait dans ses rangs des gauchistes de tout poil, qui organisait campagne sur campagne "contre la répression" et s'ouvrait aux revendications les plus diverses (anti-pollution, comités de soldats, droit des femmes, droit des immigrés...).

Alors ? "Trahison" de la CFDT ? Certainement pas. A aucun moment, elle n'a cessé de remplir aux côtés des autres syndicats sa fonction d'encadrement au service de l'Etat contre chaque lutte ouvrière : sa surenchère verbale sur les autres syndicats, le cirque des formes d'actions qu'elle préconisait quand elle pouvait se retrouver à la tête de luttes, lui ont certes permis

d'acquiescer cette image de "syndicalisme de gauche" mais ont surtout permis d'amener ces luttes dans des impasses : de les enterrer ? travers des occupations d'usines en cours de liquidation (Lip, Heppaz, Réo...), de les dévoyer dans des grèves de 24 ou 48 heures, de les diluer dans une "popularisation" pour mieux empêcher leur généralisation, de les épuiser dans des revendications catégorielles, de les isoler dans des catégories sociologiques, de les fourvoyer sur le terrain autogestionnaire ou encore de les étouffer dans les illusions du Programme Commun, jusqu'à démoralisation complète : la reprise ou travail ou le pavé du chômage.

Sa pratique aujourd'hui est la continuité de celle d'hier. Si elle efface à l'heure actuelle son vernis radical, les raisons de cette démarche sont conformes à sa nature d'organe de la bourgeoisie. La pression de la crise amène aujourd'hui la bourgeoisie à une redistribution des cartes non seulement au niveau politique mais aussi syndical. Pas plus que les autres syndicats, la CFDT n'est indépendante des options des partis de la bourgeoisie auxquels les rattachent leurs affinités : alors que s'affirment les besoins d'une politique de la bourgeoisie orientée vers le "centre gauche" et que le PS, libéré de la tutelle de l'union de la gauche par l'éclatement du Programme Commun est convié à une participation plus grande à la gestion de l'Etat, la CFDT emboîte le pas au PS par des attaques virulentes contre le PC qui "a tué l'union" et prend ses distances avec la CGT, marquées par l'absence notoire de Maire au défilé du 1er mai. Comme pour le PS, la défaite électorale de l'union de la gauche lui a permis de marquer sa volonté de rapprochement avec l'orientation politique du gouvernement et de revendiquer son rôle de centrale "responsable" devant l'ensemble de la bourgeoisie. La brusquerie dans le revirement de langage correspond bien sûr à

DEFENSE REGIONALE: UN PIEGE POUR LA CLASSE OUVRIERE

• Les élections passées, la bourgeoisie se retrouve devant le problème de faire face aux nécessités qu'impose la crise mondiale du capitalisme et entre autres, de s'attaquer aux secteurs les moins productifs pour assurer un minimum de cohésion au capital national. Et c'est dans cette perspective que l'Etat s'est refusé à accorder une aide financière à une entreprise périlante comme celle de Terrin, amenant celle-ci au bord de la faillite, et à être obligée de se "restructurer" selon les besoins de la compétitivité du capital national. C'est dans le contexte post-électoral que la bourgeoisie doit faire accepter l'austérité, la hausse des prix, les licenciements massifs dans la sidérurgie, l'industrie textile et navale, désamorcer tout risque d'explosion sociale.

Dans ce but, une fois de plus, tout le monde s'est partagé le travail pour tenter de prévenir les réactions de la classe ouvrière. Gouvernement, syndicats, partis de gauche et gauchistes, pas un ne manque à l'appel, tous ont un rôle sur la scène de la défense du capital national, et la presse rend à peu près quotidiennement compte de la "lutte" que "les Terrin" mènent pour la "sauvegarde de leur incomparable outil de travail" et de "l'économie de Marseille".

C'est au gouvernement, bien sûr, que revient le rôle de la fermeté. Pas question de renflouer une entreprise "mal gérée", "si la rentabilité l'exige nous couperons le bois mort"... Quant aux syndicats, eux qui ont observé un silence assez remarquable sur les 700 premiers licenciements intervenus dans l'été 77, licenciements déguisés il est vrai sous la forme de pré-retraites et stages de "formation", ils manifestent aujourd'hui une attitude bien différente... Hier, c'était la période électorale, la solution magique c'était le bulletin de vote ; il fallait se montrer responsable, soucieux de préserver la rentabilité de l'outil de travail. Aujourd'hui, les syndicats sont contraints de changer de langage et de tactique... pour défendre la même chose. Aujourd'hui,

d'hui, ce sont "le patronat et les pouvoirs publics qui veulent porter un mauvais coup à la réparation navale", "en vidant le port de Marseille". Aussi, dès l'annonce de nouvelles difficultés dans le groupe Terrin, les syndicats ont-ils déclenché des débrayages corporatifs par corporation, organisé la grève des heures supplémentaires, puis l'occupation des ateliers, pour la "sauvegarde de l'entreprise", pour pouvoir "affirmer que l'ensemble du personnel est à son poste de travail et prêt à travailler si les conditions le permettent", et accepter les licenciements, pourvu qu'ils portent un autre nom, pré-retraites ou stages. Comme à Dubigeon, comme dans la sidérurgie lorraine, c'est à la mise en place d'une machine de guerre qu'on assiste, machine de guerre destinée à dévoyer toute réaction ouvrière vers le terrain piégé de la défense de l'entreprise et de l'économie régionale. A la lutte générale contre les licenciements et la dégradation des conditions de vie, les syndicats substituent la lutte contre le démantèlement de l'industrie navale dans la région méditerranéenne, pour leur participation officielle à tout projet de restructuration en un mot, pour leur collaboration à la gestion d'une économie qui ne peut accorder que plus de chômage et d'exploitation.

Après avoir enfermé les ouvriers dans les ateliers, après les avoir promené en train et en voiture, les syndicats pouvaient se permettre de "généraliser" le mouvement dans l'opération "port mort" avec le mot d'ordre : "sauver le port pour que vive la navale et pour sauver l'économie marseillaise et départementale". Sur ce terrain, la plus large "union" est réalisée, de l'évoque au conseil municipal. Les partis de gauche, en entretenant leur polémique pour savoir qui est responsable de l'échec électoral de la gauche, qui est le plus ardent défenseur du patrimoine régional, se partagent le travail : au PS revient plus particulièrement le rôle de placer les revendications sur le terrain parlementaire, municipal, régional, de faire pression sur le gouverne-

ment pour qu'il mette de l'ordre dans ce "gâchis" et prenne une plus grande influence dans l'économie. Le PC s'efforce d'apparaître comme le défenseur le plus radical sur le terrain de l'usine et des quartiers, en avançant "des solutions concrètes" : "construire, naviguer, réparer français", tout un programme de défense... de l'intérêt national. Tout ce tintamarre, tous ces communiqués, meetings, n'ont qu'un seul but : enrôler le prolétariat dans la défense du capital national.

Et les gauchistes font de la surenchère sur le syndicat en proposant "Marseille ville morte" pour "montrer qu'une région entière se mobilise"... en s'isolant. Ils ne font eux aussi qu'inviter la classe ouvrière à se dissoudre dans un mouvement populaire de défense de l'économie régionale.

Pour les prolétaires, à Terrin aujourd'hui, comme à Lip, Rateau, Coder, Grifet... hier, comme pour tous les prolétaires du monde entier, suivre l'action et les mots d'ordre des syndicats, attendre des partis de gauche et des gauchistes un soutien efficace à leur lutte, c'est se condamner à voir leurs efforts de résistance émasculés, dévoyés dans les pires impasses.

En effet, accepter de concevoir leurs luttes, non comme un moment de la lutte générale de la classe ouvrière contre le capital, mais comme celle "des Terrin" -comme les y appellent les syndicats, la gauche, et les gauchistes-, c'est dans les faits accepter de considérer les licenciements dont ils sont victimes comme un problème qu'ils sont les seuls à affronter, alors que c'est par dizaines de milliers en France, par

millions dans le monde, que se comptent les prolétaires au chômage.

En effet, accepter de subordonner leur action de résistance, "à la défense de l'outil de travail", "à la défense de l'économie marseillaise", "à la défense de l'économie nationale", cela revient à accepter les licenciements pour les uns, l'augmentation de l'exploitation pour les autres, car ils sont la conséquence logique de cette économie fondée sur la concurrence et le profit. Et c'est en même temps accepter que demain, comme hier en 1914 et en 1945, les prolétaires se massacrent entre eux pour la défense de "leur" économie nationale respective.

Accepter de lutter comme avec Terrin "pour la défense de l'économie nationale", c'est pour les prolétaires se rendre pratiquement incapables de gagner, en dépassant les divisions par usines, branches, secteurs, régions, nations, que nous impose le capital, LA SOLIDARITE ACTIVE DE TOUS LES PROLETAIRES qui subissent par les licenciements, l'augmentation des cadences, le blocage des salaires, l'augmentation des prix, l'attaque de plus en plus frontale du capital. C'est se condamner à l'isolement, alors que seule la généralisation de la lutte, seule l'unité combattante toujours plus large peut leur permettre de freiner cette attaque, et surtout de forger les armes de leur combat pour la mise à bas d'un système qui n'a rien à offrir que davantage de misère.

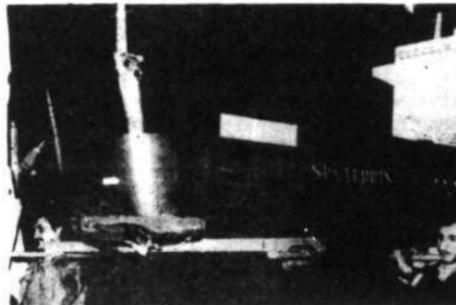
E.

« Mais pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocats, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, de la mitraille enfin, de la misère toujours ! »

Blanqui

Des ouvriers qu'on ballade avec une maquette symbolisant leur entreprise : un bateau pour Terrin. D'autres qu'on exhibe avec une horloge en forme de mouton "en solidarité avec les paysans du Larzac"... Telles sont les mascarades avec lesquelles on distrait encore la classe, la détournant de ses véritables moyens de lutte.

Comme à Lip hier, le résultat est probant : les travailleurs de Terrin viennent de reprendre le travail, sans rien obtenir : les 825 licenciements annoncés sont maintenus.



L'avertissement du vieux Blanqui est plus à l'ordre du jour que jamais.

Non à l'autogestion!

• Depuis "les LIP", les tentatives de mettre en place des expériences autogestionnaires dans les petites entreprises en faillite se sont multipliées en France. C'est par centaines que la presse retrace ces courageux essais de renflouer les entreprises en perdition, et, jusqu'à présent, l'autogestion a bien joué son rôle : masquer un phénomène de faillites général, et épuiser les travailleurs dans ces mascarades qui traînent en longueur et les isolent. Mais, comme le montre l'exemple d'une petite entreprise des Yvelines, Nardonnat à Verneuil, l'illusion autogestionnaire se fait plus difficile à maintenir.

Octobre 77, premier acte : l'entreprise dépose son bilan, chose fréquente dans la période de crise actuelle. Ajoutons à cela la démagogie électorale, et la proposition d'autogérer l'entreprise est tout à fait "cohérente". Les organismes spécialisés, la municipalité, etc. tout le monde est enthousiaste, sauf les conseillers municipaux stalinien et les délégués CGT, sans doute pour ne pas se "couper de la base", en majorité hostile au projet.

Quand s'ouvre le deuxième acte, les formalités sont remplies, les crédits trouvés et les stalinien locaux sont devenus de chauds partisans de la "solution miracle" de l'autogestion.

Cependant, alors que tout semblait se dérouler normalement, voilà que les ouvriers disent "NON". En grande majorité immigrés, ils avaient, dès le début, une saine méfiance à l'égard de cette impasse. Mais quand ils ont su qu'il leur faudrait "verser leurs deux

mois de préavis comme apport en capital" (cf. "Le Monde" du 29-3), le refus s'est fait catégorique : "Gauche ou droite, un patron c'est toujours un patron".

La manoeuvre manquait peut-être de finesse. Mais qu'on demande aux travailleurs deux mois de salaire ou plusieurs mois de travail gratuit ou sous-payé, le résultat de l'autogestion est toujours le même. La grande réussite de la bourgeoisie a été de faire passer cela pour un but, une revendication ouvrière. Colportée par les caméléons d'extrême-gauche, qui savent passer pour défenseurs des intérêts ouvriers, cette mystification a eu de beaux jours où les ouvriers se sont retrouvés trompés et ridiculisés de toutes les façons possibles. C'est aussi de ce genre de défaites qu'il faut tirer des leçons. L'autogestion n'est pas une revendication de classe, c'est l'auto-exploitation des ouvriers, c'est une autre forme d'existence du monstre capitaliste. Les ouvriers n'ont que faire de la forme du capitalisme, qu'il soit de droite ou de gauche, qu'il soit "libéral", "nationalisé" ou encore "autogéré".

En refusant ce choix trompeur, les ouvriers de Nardonnat, loin d'être des "incultes" à qui il manquerait "un certain niveau d'éducation et d'esprit de solidarité" (cf. Le Monde, op. cit.) ont montré que la résistance à l'exploitation est le seul chemin ouvert à notre classe.

P.L.

qu'aujourd'hui celui-ci n'est plus décidé à reculer, et qu'il n'hésite pas face à son rival russe à répliquer par la force de ses armées. C'est le principe bien connu de l'escalade ; cette riposte met en lumière l'implication de plus en plus forte de la France dans son rôle de garde-chiourme en Afrique. Il y a quatorze mois, l'armée française fournissait les avions pour acheminer les soldats marocains, aujourd'hui, ce sont les Etats-Unis qui fournissent les avions pour transporter les troupes françaises et belges.

Malgré les divergences minimales qui peuvent persister entre différents Etats d'un même bloc comme le montre la mini-polémique entre le gouvernement belge et le gouvernement français(1), il n'empêche que tous deux interviennent conjointement en Afrique et cela avec l'aide et l'assentiment de l'ensemble du bloc.

Tout cela, bien sûr, au nom des principes humanitaires, contre la barbarie de l'agresseur étranger. Ce n'est pas un des moindres paradoxes de voir le pire des bellicismes se cacher derrière

CONTRE...

(suite de la p.1)

plus les conflits deviennent nombreux et violents : Rhodésie, Sahara, Ogaden, Erythrée, Tchad, la liste des massacres s'allonge...

Aujourd'hui, l'intervention au Zaïre. - Et, parce qu'elle illustre la tendance des conflits à se rapprocher d'un centre vital du capitalisme, l'Europe, dont le Zaïre est le principal réservoir de matières premières et un territoire de pénétration capitaliste de premier ordre.

- Et parce qu'elle constitue, malgré les disputes entre les complices français et belges, la réponse d'ensemble du bloc américain au défi lancé par le bloc russe avec sa mainmise sur l'Angola.

- Et parce que jamais, ces dernières années, une expédition de ce genre n'a connu une telle ampleur, une telle collaboration des brigands occidentaux dans sa préparation, son exécution, sa justification : avions américains, matériel anglais, troupes belges et françaises, absolution de l'Europe des Neuf, et de la Chine dite communiste.

- Et parce que la campagne idéologique qui soutient l'offensive militaire est elle aussi sans précédent par l'ampleur des moyens et l'hystérie des propos.

Pour tout cela, l'intervention au Zaïre est une étape fondamentale de cette escalade.

LES AUTRES MENSONGES DE LA BOURGEOISIE

A côté de ceux qui ont patronné cette expédition, ne sont pas moins hypocrites :

- CEUX QUI protestent contre l'intervention, non sur le principe, mais parce qu'elle n'a pas respecté les règles diplomatiques et constitutionnelles : fondamentalement, ils défendent les mêmes intérêts impérialistes de leur capital national.

- CEUX QUI prônent le simple pacifisme, la pression morale, les conférences internationales, l'action de l'ONU et autres sornettes pour que "cessent les guerres".

La guerre n'est pas le fait de quelques gouvernements bellicistes ou mal intentionnés. Elle fait partie du mode de vie même du capitalisme, et particulièrement depuis le début du 20^{ème} siècle. A partir de la première guerre mondiale, ce système ne se survit plus qu'à travers des mutilations successives, qu'à travers un cycle infernal où chaque reconstruction ne fait que préparer une crise encore plus grave que la précédente, à laquelle la bourgeoisie ne sait apporter qu'une issue guerrière chaque fois plus dévastatrice et meurtrière.

Et, pas plus que celle de 29, la crise économique actuelle ne compte de solutions. Comme pour celle de 29, le capitalisme ne peut la faire aboutir qu'à une nouvelle boucherie mondiale.

C'est ce que nous démontre jour après jour la dégradation de la situation économique dans tous les pays du monde, y compris ceux qui se disent socialistes.

C'est ce que nous démontre l'aggravation constante des conflits sur toute la planète.

C'est ce que nous démontre aujourd'hui l'intervention au Zaïre.

Prôner le pacifisme, c'est prôner la passivité et la soumission à cet engrenage. C'est ouvrir la voie à la guerre.

- CEUX QUI, parlant "au nom de la classe ouvrière", ne présentent d'autre alternative aux travailleurs que de soutenir l'autre bloc impérialiste. On

des paroles de paix : le président de la République, le chef de l'Etat qui tue dans toute l'Afrique, Giscard d'Estaing, défenseur de la "démocratie", le promoteur de la conférence Nord-Sud, celui qui réclamait : "L'Afrique aux Africains" envoie ses corps expéditionnaires par tout le continent et se pose comme le principal soutien d'un régime particulièrement horrible : celui de Mobutu. Les arguments humanistes ne sont que le masque de la réalité meurtrière de l'impérialisme, d'un côté comme de l'autre : l'Ouganda n'est-il pas soutenu et armé par Moscou! Les paroles de "démocraties", de "paix", d'"humanisme", dans un contexte mondial dominé par la réalité sanglante de l'affrontement de deux blocs impérialistes antagonistes, valent leur pesant de morts, d'horreurs et ne sont qu'un alibi qui sert à justifier de nouveaux massacres.

L'argument de la défense des ressortissants européens naguère utilisé pour justifier l'intervention en Mauritanie reste un des plus ignobles qui soit : non seulement parce qu'aussi bien la bourgeoisie belge ou la bourgeoisie française n'en ont réellement rien à

ne lutte pas contre l'impérialisme qui, aujourd'hui, est le fait de toutes les nations du monde, en choisissant l'une ou l'autre des puissances antagonistes. Tous ceux qui tiennent ce langage se font, consciemment ou inconsciemment, les rabatteurs de la guerre impérialiste au même titre que les précédents.

Il n'y a pas d'issue au sein du capitalisme. IL FAUT DETRUIRE CE SYSTEME AVANT QU'IL NE DETRUISE L'HUMANITE.

Une seule force dans la société peut le faire : la classe ouvrière. Elle l'a déjà montré en 1917 en Russie et en 1918 en Allemagne, elle seule peut enrayer et paralyser l'engrenage vers le nouvel holocauste ; elle seule a le pouvoir d'abolir l'exploitation, l'oppression, les classes et les nations et d'instaurer une société nouvelle : le socialisme.

Pour cela, elle doit partout engager ou poursuivre l'offensive contre le capitalisme.

Dans les pays où on l'enrôle directement dans le massacre, elle doit dénoncer l'abrutissement du chauvinisme qu'on lui fait subir sous couvert de "libération nationale" et autres mensonges. La seule réponse possible est celle des ouvriers russes de 1917, des ouvriers allemands de 1918 :

- fraterniser avec Tes prolétaires en uniforme de l'autre camp,
- retourner les armes contre ses propres exploités et gouvernements,
- transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Dans les pays du tiers-monde, terre d'élection des guerres actuelles, le prolétariat a commencé à lutter sur son terrain de classe : pour lui, pas d'autre voie issue que de poursuivre dans cette voie.

Dans les métropoles du capitalisme, et particulièrement en France et en Belgique, celles dont l'impérialisme est aujourd'hui en première ligne, il n'y a pas non plus d'autre voie pour les travailleurs que la reprise des luttes contre l'austérité et les licenciements :

- Parce que l'intervention au Zaïre et l'attaque contre leur niveau de vie font partie d'une même offensive du capital ;

- Parce que, qu'ils le veuillent ou non, ils sont déjà mobilisés dans l'effort de guerre : c'est leur exploitation qui paie les dépenses militaires croissantes ;

- Parce que leur seule façon de manifester leur internationalisme, leur solidarité avec leurs frères de classe directement touchés par la guerre, c'est de combattre l'ennemi commun qu'ils ont en face d'eux : leur capital national ;

- Parce qu'après les troupes professionnelles, les appelés eux-mêmes seront envoyés à la tuerie ; la bourgeoisie ne s'arrêtera pas là : chaque étape franchie dans la préparation de la guerre généralisée ouvre le chemin de la suivante.

PROLETAIRES DE TOUTS LES PAYS,

Votre réponse de classe ne peut attendre.

Renouez avec les combats engagés à partir de 1968 et que la bourgeoisie réussit à épuiser dans les impasses "démocratiques", électorales et syndicales, "de gauche".

Faites vôtres les mots d'ordre de votre classe :

LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE
PROLETAIRES DE TOUTS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS !

20 mai 1978

Courant Communiste International

Tra.ct diffusé en France et en Belgique et publié dans toutes les revues du CCI

foutre de leurs ressortissants qui sont toujours remplaçables, mais aussi parce que, paradoxalement, cet argument montre l'ignominie de ceux qui l'utilisent et qui jouent sur le chauvinisme et le racisme de ceux qu'ils cherchent à mystifier pour leur faire accepter une guerre contraire à leurs intérêts. Pour la bourgeoisie qu'importe, si on suit ses arguments, qu'il faille tuer un grand nombre de noirs alors que, dans l'autre plateau de la balance, on met quelques dizaines de blancs.

De toute façon, pour les intérêts du capital national, les vies humaines ne comptent pour rien, sinon comme force de travail et à une période où le chômage sévit, on voit ce que cela signifie : de la main d'oeuvre, il y en a trop. Par contre, faire pièce à l'impérialisme rival, à tout prix, est absolument nécessaire à la sauvegarde des débouchés économiques ; pour le bloc occidental, il serait inconcevable de laisser tomber le cuivre du Shaba dans les mains de son ennemi mais néanmoins confrère en atrocité : le bloc de l'Est. A un moment où, avec l'accentuation de la crise économique, le capitalisme est obligé de racler ses fonds de tiroir pour retarder l'échéance de la banqueroute, chaque débouché, chaque marché, aussi faible soit-il, devient vital, et implique une rivalité toujours plus grande entre blocs impérialistes.

C'est pourquoi toutes les fractions de la bourgeoisie française, même avec des options différentes, sont d'accord sur le fond ; que ce soit pour la défense des intérêts du capital national dans un bloc ou l'autre, il faut participer à la guerre impérialiste.

L'attitude du gouvernement giscardien est claire, il fait et même la guerre. Par contre, nos tartufes de gauche : socialistes et communistes avec différentes nuances condamnant l'intervention française au Shaba. Mais il faut voir pourquoi : cette guerre selon eux ne serait pas constitutionnelle !!! Et, de fait, en posant le problème sur le terrain juridique, parlementaire, ils soutiennent réellement l'intervention française car, pendant ce temps, les massacres continuent. C'est logique dans la mesure où nos gens de "gauche" se posent comme des défenseurs intransigeants de la France, c'est-à-dire du capital national, ils sont prêts à défendre le capital national, y compris en Afrique ou ailleurs. De toute façon, pourquoi le PS et le PC auraient-ils changé ? Le PS n'est-il pas l'héritier du parti de la guerre d'Algérie, la SFIO, et le PC, lorsqu'il participait au gouvernement avec la SFIO, le MRP et les gaullistes, après-guerre, dans l'Union Nationale, n'a-t-il pas fait voter par ses députés les crédits de guerre pour l'Indochine en 45 ? N'a-t-il pas eu des camarades ministres : Croizat, Tillon, etc. dans un gouvernement responsable du bombardement de Sétif en Algérie pour réprimer une émeute dont le bilan fut particulièrement lourd avec 40 000 morts, responsable aussi de la répression des émeutes à Madagascar en 47 ?

Pourquoi ces gens-là aujourd'hui changeraient-ils ? Ils ont toujours été ceux qui, au nom de l'anti-colonialisme, de l'anti-impérialisme, ont toujours su faire accepter les pires massacres coloniaux, les plus grands crimes de l'impérialisme. Ce sont eux qui, au nom de l'antifascisme, ont entraîné le prolétariat dans la deuxième boucherie im-

DEVELOPPEMENT

DE LA LUTTE DE CLASSE EN AMERIQUE LATINE :

Alors que l'offensive du capital s'intensifie à l'échelle internationale, la lutte de classe dans les pays sous-développés devient de plus en plus permanente. L'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Amérique Latine, aucune de ces parties du monde n'échappe à la règle.

En Amérique Latine, au mois de mars, c'étaient les émeutes au Nicaragua et au Venezuela, la vague de grèves au Pérou.

Aujourd'hui, au Pérou, l'Etat d'urgence est proclamé après les violents affrontements entre les grévistes et l'armée : la grève générale s'est répandue. L'annonce de l'augmentation quasi générale des prix... de 60% ! Comme en Pologne en 70, les ouvriers ripostent massivement... mais la bourgeoisie ne peut plus céder.

Au Brésil, la grève, démarrée dans les principales entreprises métallurgiques de la plus grande zone industrielle, la région de Sao Paulo (Mercedes, Ford, Renault) s'est étendue en deux jours à tous les secteurs de la banlieue industrielle de Sao Paulo.

Avec la vague de grèves au Brésil, se lève un des derniers coins d'ombre de l'Amérique Latine. Le mythe de la "croissance miraculeuse" du Brésil a vécu, la crise, retardée un temps,

périaliste mondiale.

Les gauchistes, eux, avec un verbe encore plus radical contre l'impérialisme, contre la guerre, sont les bellicistes les plus virulents, eux qui trouvent toujours un camp à défendre, un camp impérialiste bien sûr, jamais celui du prolétariat. "Rouge" se permet de conseiller l'impérialisme français en déclarant : "que Bruxelles, Paris et Washington soient disposés à un règlement "musclé" de la situation est une chose... mais ce serait une politique à courte vue"... Que signifie pour "Rouge" une politique bourgeoise à large vue ? La ICR espère-t-elle une bourgeoisie plus lucide, peut-être ainsi espère-t-elle se faire mieux apprécier de ses frères de classe PC-PS-PPR, etc. Les gauchistes soutiennent l'Angola, le FLNC, cette organisation qui, d'abord, soutenait le Portugal contre les nationalistes angolais avant de se ranger aux côtés du MPLA. Cela est bien le destin des différents fronts de libération nationaux d'être utilisés par un impérialisme ou l'autre suivant les intérêts des blocs ; les événements d'Erythrée nous le montrent bien aujourd'hui.

Face à cela, l'attitude des révolutionnaires ne peut être que de dénoncer tous les impérialismes et de s'opposer là où ils sont aux visées de l'impérialisme local dominant. Dénoncer seulement son propre impérialisme n'est pas suffisant, si c'est pour soutenir l'impérialisme adverse, comme le font le plus souvent les gauchistes : appeler au défautisme révolutionnaire ne peut être conciliable avec le soutien au FLNC, émanation de l'impérialisme rival

Ne nous y trompons pas, si ce sont seulement les "engagés" qui sont envoyés sur les théâtres d'opérations africains, demain la bourgeoisie pour défendre ses intérêts tentera d'envoyer tous les soldats du contingent, "appelés" comme "engagés". Cette perspective n'est pas pour un futur hypothétique, mais dépend de notre capacité de lutter aujourd'hui contre l'offensive que déploie le capital français. C'est dans la lutte d'aujourd'hui que se prépare le rapport de force de demain entre le prolétariat et la bourgeoisie, c'est de la capacité de lutte des ouvriers aujourd'hui que dépend le tribut de sang à payer demain au Moloch capitaliste.

Pour le prolétariat en France (comme pour celui d'autres pays), lutter contre "son" impérialisme, "sa" bourgeoisie, ce n'est pas soutenir l'impérialisme ou la bourgeoisie adverse, c'est d'abord lutter de manière décidée contre toutes les attaques de "son" capital national, c'est développer de manière intransigeante la lutte de classe. On ne lutte pas contre la guerre impérialiste dans l'abstrait, mais par la lutte révolutionnaire pour la destruction du capitalisme à l'échelle mondiale ; c'est seulement en détruisant un ordre social qui engendre la guerre que l'on met fin à celle-ci.

J.J.

(1) Le différend entre la Belgique et la France ne fait qu'exprimer la rivalité économique qui oppose la France à la Belgique qui voit d'un mauvais oeil, ceux qui, trop ouvertement, tentent de s'accaparer une part de son ancien gâteau colonial. Mais, sur le fond, tous deux interviennent, car priment les intérêts du bloc et le tuteur américain veille.

la seule voie

n'en n'est que plus brutale : la faille du système capitaliste ne peut plus passer pour un phénomène local. Comme l'ébranlement de l'Allemagne pour l'Europe, comme celui de l'Iran pour le Moyen-Orient, et à prévoir celui du Japon pour l'Asie, la vague de grèves au Brésil, qui répond à une brutale dégradation des conditions de vie, marque, particulièrement pour l'Amérique Latine, une étape pour la prise de conscience du prolétariat international.

Avec l'extension des mouvements aux derniers bastions qui tenaient encore tant bien que mal debout sous les coups de la crise générale du système, c'est, de façon encore faible mais sûre, la possibilité d'une riposte internationale de "la classe qui se développe, montrant le chemin de la seule alternative à l'offensive bourgeoise internationale.

Nous développerons un mois prochain le problème de la lutte de classe dans le Tiers Monde pour tirer les leçons de ses forces et de ses faiblesses pour le prolétariat international, mais il faut avant tout saluer l'importance de ces événements, signes de l'éveil de notre classe contre les attaques de plus en plus fortes de la barbarie capitaliste.

D.T.

REPONSE A "TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE" (O.C.R.J.A.)

LETTRE DE T.I.L.

Chers camarades,

Nous nous proposons de répondre ici aux différents points que vous avez abordé dans votre critique de nos positions, n° 45 de RI :

- notre "immigrétisme",
- la question nationale,
- notre position vis-à-vis des réformistes,
- la question du parti.

NOTRE IMMIGRETISME

Dans la lettre qui nous est adressée dans RI n°45, vous dites que nous nous voyons "comme simple reflet des luttes à la SONACOTRA..." et vous posez même la question : "Pourquoi faire dépendre son existence essentiellement de la lutte des immigrés?"

Nous ne voyons pas quant à nous ce qui pourrait vous permettre de dire que "nous cultivons très dangereusement les spécificités de la lutte des immigrés". Il est vrai que, du fait de notre intervention en Algérie et dans l'immigration en France, nous nous adressons particulièrement aux travailleurs en Algérie ou dans l'immigration, mais cela ne signifie pas que nous ayons un quelconque penchant nationaliste. Pour nous, le fait que la section vénézuélienne ou italienne du CCI s'adresse particulièrement aux travailleurs vénézuéliens ou italiens n'est le signe d'aucune déviation politique, bien au contraire.

Vous dites par ailleurs, dans votre lettre, que "à une époque de recrudescence dans l'affrontement mondial du prolétariat au capital, c'est une mesquinerie de clocher que de se faire le messager d'une fraction du prolétariat". Tout comme précédemment, cette affirmation n'est appuyée sur aucun argument: vous tenez là, camarades, des propos diffamants, surtout qu'en ce qui nous concerne, nous considérons que quelle que soit l'époque, les révolutionnaires communistes doivent systématiquement mettre en évidence les liens organiques du prolétariat à l'échelle internationale, et la nécessité vitale pour lui de s'organiser à l'échelle de la planète entière.

LA QUESTION NATIONALE ET LES LUTTES DE LIBERATION

A ce propos aussi, il nous semble que vous déformez notre position. C'est ainsi que d'après vous, si nous prenions l'exemple du Sahara, ce que nous reprocherions au Polisario, c'est de chercher l'appui des bourgeoisies plutôt que de s'appuyer sur les forces du peuple sahraoui. C'est là un procédé malhonnête de polémique que de prendre une phrase et de l'isoler de son contexte.

Quiconque a lu nos articles sur la question saurait que pour nous, le fait que le Polisario cherche l'appui des bourgeoisies est surtout révélateur de sa nature nationaliste bourgeoise. Nous avons dit maintes fois que pour les masses sahraouies, le nationalisme était une impasse, et qu'à un autre niveau, seule l'alliance des masses laborieuses de la région (sahraouies, algériennes, marocaines, etc) contre leur

propre bourgeoisie pourrait permettre de résoudre le problème de leur exploitation.

Plus précisément, nous pensons que les révolutionnaires au Sahara (comme ailleurs) devraient systématiquement tenter d'organiser de façon autonome les travailleurs, afin de mener contre les exploiters leur lutte, quelle que soit leur nationalité.

Dans votre lettre, vous laissez croire que notre attitude serait de pousser à la transformation d'une lutte de libération nationale en révolution prolétarienne (position de la IV. trans-croissance d'une lutte de libération nationale en révolution socialiste) ; il s'agit là encore d'un abus : nous n'avons jamais défendu cette position opportuniste vis à vis des mouvements de libération nationale. Il n'en reste pas moins que sur cette question nous avons des divergences : vous vous réclamez de la position de Rosa Luxembourg et nous de celle de Lénine et de l'Internationale Communiste. Le débat n'est pas nouveau, et nous nous proposons de revenir là-dessus.

VISA VIS DES REFORMISTES

Vous dites dans votre lettre que nous "déplorons" le boycott des syndicats et des partis de gauche à la manifestation contre les mesures Stolérin. Il nous semble que dans ce cas (comme dans les précédents), vous déformez nos propos. Pour nous effectivement, il est déplorable que les travailleurs influencés par les réformistes n'aient pas participé à la manifestation. Mais cela ne signifie pas que nous entretenions une quelconque illusion sur le rôle des partis et des syndicats réformistes. Nous savons, et nous le disons sans équivoque, que les réformistes sont les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, et qu'il n'est pas possible de les faire évoluer en exerçant une quelconque pression... il est du devoir des révolutionnaires de mettre en évidence le rôle des Marchais et consort.

A PROPOS DU PARTI

C'est le seul point où il nous semble que votre critique soit fondée. Effectivement, dans l'article que nous avons publié sur le parti (TIL n°15), il n'a pas été dit clairement que, du fait que la lutte du prolétariat contre le capital ne pouvait se mener qu'à l'échelle internationale, une des tâches des révolutionnaires communistes était justement de la concrétiser (entre autres) en oeuvrant pour la construction d'une organisation communiste internationale. C'est d'ailleurs à ce titre que nous vous répondons, et que nous continuerons à discuter avec vous.

Il nous faut toutefois dire que quelles que soient nos divergences, il nous semble que pour qu'un débat fructueux puisse être mené entre nos deux formations, il serait bon que nous évitions de part et d'autre la polémique.

En attendant votre réponse, amitiés communistes, O.C.R.I.A.

Votre réponse du 6 mai démontre que vous êtes convaincus maintenant, tout autant que nous, du besoin d'engager réellement le débat politique. A ce titre nous ne pouvons que saluer votre souci de rompre un long silence qui aura fait perdre un temps précieux. Publié ci-dessus, ce document proteste contre les propos "diffamants", "déformés" que nous aurions tenus sur au moins quatre points et qui sont ceux sur lesquels nous revenons ici pour mieux nous expliquer.

SUR L'IMMIGRETISME

Marx et Engels, à Paris et Londres, les communistes et les blanquistes à Londres, les communistes hongrois, allemands, russes ou italiens militèrent dans l'immigration. Ils fondèrent des groupes se fixant pour tâche la création de cercles de propagande, de diffusion de publications, de collectes de fonds, etc. Cependant, ils ne restèrent jamais à l'écart du mouvement organisé du pays "accueillant". Tout au contraire, ils s'intégrèrent complètement pour participer aux activités générales que se donnait l'organisation. Il est vrai qu'une des tâches essentielles leur revenant plus particulièrement va consister à axer principalement leur intervention sur les milieux de l'émigration. En ce sens, il serait vain de

vouloir vous faire le reproche de "vous adresser plus particulièrement aux travailleurs en Algérie ou dans l'émigration". Considérant que vous êtes une claire émanation, les représentants d'avant-garde de cette fraction du prolétariat mondial, nous exprimons aussi des désaccords sur votre travail, parce qu'il s'enferme sur cette immigration et se bouche l'horizon politique. Une chose est d'exister en tant que groupe communiste en exil, une autre est d'appeler les ouvriers immigrés à s'organiser séparément des "nationaux". A ce sujet, nous ignorons jusqu'à quel point vous préconisez l'organisation des travailleurs algériens séparée. Pour nous il est clair que cette fraction du prolétariat n'a pas à le faire sur la base de spécificités mais sur la base de l'organisation de classe unitaire dans le pays où elle se trouve. S'intégrer et se fondre au feu du mouvement de lutte du prolétariat du pays, telle est la seule voie menant au renversement des barrières raciales et de la xénophobie faites pour tromper et diviser la classe.

Vous avez agité la question des "droits pour les travailleurs immigrés". S'agit-il de se battre pour obtenir les droits élémentaires et l'égalité complète avec les travailleurs français ou de mener la lutte contre les discriminations politiques, sociales, et culturelles dont souffrent les immigrés? Plutôt que de laisser entendre que les ouvriers français ont une copieuse part au gâteau démocratique, il est mille fois plus difficile de combattre sans concession les illusions sur les normes démocratiques. Depuis toujours la bourgeoisie française, qui a su concéder le droit de vote à ses esclaves, a fait subir à ces derniers une véritable inquisition démocratique. Les lois et les droits en vigueur dans cette république ne sont rien d'autre qu'une partie de l'arsenal de répression le plus perfectionné. Aucune loi, aucun droit qui ne sanctionne pas la suprématie de la bourgeoisie, qui ne soit pas de la poudre aux yeux dans l'intérêt de garantir, la paix sociale.

En France, et dans toute métropole, le prolétariat aura à se battre pour que les travailleurs immigrés puissent se réunir et participer aux assemblées générales, votent et soient élus dans les comités de grève comme tout autre membre de la classe. Telle est la plate-forme minimale qui offrira la totale liberté de mouvement aux travailleurs immigrés au coude à coude avec les "nationaux". Seule cette égalité a un contenu de classe parce qu'elle est le prémice de l'abolition des classes.

SUR LA QUESTION NATIONALE

Comme le montre votre réponse, il subsiste des divergences énormes entre nous. Votre position se veut dans le droit fil de celle de Lénine et de la IIIème Internationale, la nôtre se revendique de Luxembourg. Vous n'êtes pas sans savoir que nous avons rejeté la ligne de conduite de soutien à tout mouvement d'émancipation aux colonies ("21 conditions d'admission à l'IC"). Dans les pays coloniaux, l'éveil du prolétariat a été étouffé par l'idéologie nationaliste, les partis communistes eux-mêmes ont sombré dans la défense des pires préjugés religieux et nationalistes et se sont confondus dans les fronts de "libération nationale". Les thèses de TIC ont fait faillite: la "victoire" des mouvements de libération nationale n'a pas affaibli les métropoles, n'a pas été incompatible avec la domination de l'impérialisme.

Vous, vous héritez d'un vieux cliché archi-usé et vous continuez à abonder dans un lyrisme de grand-guignol en écrivant : "Freinée par l'héroïque résistance des milices palestino-libanaises, l'armée sioniste..." (TIL n°20), Que ce type de refrain exaltant les massacres en chaîne auxquels se livrent les impérialismes puisse, aussi, venir aux lèvres de militants révolutionnaires en dit long sur les ravages idéologiques qu'aura produit ce demi-siècle de réaction que nous venons de traverser. C'est avec cet "héroïsme" là que les généraux font les croix de bois ; que le cannibalisme capitaliste fait ses festins ! Ne pas avoir dénoncé tous les protagonistes -armée régulière ou résistance- voilà une de ces carences de taille que porte votre formation devant la classe. Communistes, nous ne pouvons que dire aux prolétaires du Liban, de Palestine, du Sahara : "Transformez cette guerre impérialiste en guerre

civile !" sans quoi vos ennemis continueront à vous écarteler et vous fouler aux pieds justement avec la macabre rengaine du "droit des peuples"

VIS A VIS DES REFORMISTES

Quand on s'habitue, sous la pression de l'idéologie dominante, à ne voir dans les partis "ouvriers" que de simples "réformistes", on ne peut pas "mettre en évidence le rôle de Marchais et consort". Bon gré, mal gré, on ne peut qu'alimenter la meilleure source de mystifications de notre époque. Ces partis ne réforment pas la société bourgeoise en grignotant, petit à petit, la puissance du capital. Non, ils assument la survie des rapports de production capitalistes au nom des... intérêts de la classe ouvrière. C'est toujours au nom du "socialisme" qu'ils gouvernent. C'est toujours au nom de la "liberté" qu'ils passent à l'écrasement des insurrections prolétariennes. C'est par une différence des formes d'organisations et des mensonges dont ils se servent pour justifier l'oppression que ces partis se distinguent de la "droite". S'ils prennent le pouvoir en s'appuyant sur la nécessité capitaliste des nationalisations ce n'est

pas pour détruire les rapports de production ni pour démanteler l'appareil d'Etat : c'est pour exercer une plus féroce dictature sur le prolétariat. Anihilation de la conscience de classe, démantèlement des soviets, destruction physique de l'avant-garde prolétarienne ponctuent toujours leur marche au pouvoir. Les partis qui se font passer pour "ouvriers" peuvent se prétendre réformateurs, ennemis de l'exploitation et défenseurs du "socialisme". Dans les faits ce sont les plus sanguinaires adversaires du prolétariat, les plus pernicieux agents du capitalisme.

A PROPOS DU PARTI

Tout dernièrement, à l'issue de votre Congrès, vous vous constituiez en Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Nous avons à saluer toutes les manifestations de la prise de conscience, qu'elles s'expriment directement par le surgissement des luttes ou par l'apparition de minorités révolutionnaires organisées. C'est pourquoi nous avons trouvé positif l'apparition et la consolidation d'un pôle de regroupement comme le vôtre. Toutefois, nous tenons pour déplorable le fait que à ce Congrès les rares organisations révolutionnaires agissant au sein de la classe n'aient pas été invitées. Cela relève d'une incompréhension sur les rapports qui doivent exister entre elles. La tâche brûlante de l'heure est d'oeuvrer, ainsi que vous l'écrivez ici "pour la construction d'une organisation communiste internationale". Il est évident que votre organisation, de même que toute autre, ne peut être qu'un simple facteur dans ce processus car aucune ne peut donner la réponse définitive aux problèmes qui se débattent dans le milieu d'avant-garde. Cela exige une confrontation publique des diverses positions en présence, cela demande la poursuite de la polémique.

Le fait qu'en Russie agissait un parti préparé de longue main, qui avait au cours d'une série ininterrompue de polémiques des plus passionnées examiné un ensemble de problèmes organisationnels, théoriques et politiques, a été une des conditions indispensables de l'Octobre victorieux. Un tel parti n'a pu se former qu'au feu d'une intense lutte principale visant à rétablir, contre les falsifications social-démocrates et économistes, et à compléter le bagage idéologique du prolétariat. Aucun dogme ne réussit à bloquer l'oeuvre des bolcheviks. Aucune autorité ne parvint à leur faire déposer les armes de la critique.

Ceux qui négligent la réappropriation des acquis sous prétexte de "modernisation", comme ceux qui fétichisent des positions dépassées du mouvement ouvrier, ne font que retarder l'heure de l'émancipation du prolétariat.

Convaincus que nos deux organisations peuvent et doivent confronter leurs points de vue respectifs par la discussion publique, nous prenons favorablement acte de votre réponse. Dans l'attente de vous lire,

Salutations communistes.

• Dès qu'elle eût pris connaissance de l'existence de Travailleurs Immigrés en Lutte et reconnu qu'il s'agissait bien là d'un groupe défendant de nombreuses positions du patrimoine du prolétariat international, notre organisation essaya à plusieurs reprises, le plus rapidement possible, d'entrer en contact avec celui-ci. Mais, de votre côté, vous donniez l'impression qu'il n'était ni urgent ni nécessaire de répondre à notre tentative d'établir une discussion politique. C'est pourquoi nous avons pris la décision d'ouvrir publiquement la polémique avec votre groupe au travers de notre presse : l'article critique "Lettre à Travailleurs Immigrés en Lutte" (n°45, janvier 78) parut dans notre presse. Pas plus de réponse. Ne désespérant pas vous amener à cette discussion, tout dernièrement encore nous vous écrivions: "Aujourd'hui, considérant que la "discussion au sein du mouvement ouvrier entre organisations révolutionnaires est une nécessité vitale pour le présent et surtout l'avenir du mouvement ouvrier, nous réitérons notre appel à une prise de contact et une discussion entre nos deux organisations ne serait-ce que pour, dans un premier temps, cerner le "mieux possible nos accords et nos "désaccords politiques". (29-4-78)

Derrière le front anti-terroriste d'aujourd'hui, le front anti-prolétarien de demain

• "Mort pour la démocratie !" titrait l'Humanité du 10 mai, au lendemain de la découverte du cadavre d'Aldo Moro dans le coffre d'une voiture, à mi-chemin entre le siège du PCI et celui de la démocratie-chrétienne

"Cette action soulève l'horreur et l'indignation", "mépris de la vie humaine" surenchérit L.O., dans le chœur des pleureuses professionnelles de la démocratie bourgeoise.

Ainsi tous les partis du capitalisme, gauchistes inclus, pleurent maintenant sans retenue un des leurs, "mort pour la démocratie". Aldo Moro est mort, en effet pour la démocratie. Il est mort au service du régime capitaliste, d'un système qui n'a pas tué un homme, mais des millions d'hommes dans des guerres mondiales, dans les camps de concentration ou de travail. Un système, dont la réalité quotidienne est aujourd'hui comme hier, l'exploitation féroce du prolétariat qui voit des milliers de ses membres condamnés chaque jour à mort par la perpétuation de la barbarie, mutilés par les accidents de travail, mourant de faim, quand ce n'est pas fusillés ou bombardés dans des pays dits socialistes, peuplant les charniers laissés par les conflits impérialistes que les gauchistes idéalisent sous le nom de "luttres de libération nationale".

Les ouvriers n'ont pas à pleurer, à mêler leurs larmes à celles des hyènes stipendiées du capitalisme, journalistes et hommes politiques qui utilisent le cadavre d'un Schleyer ou d'un Moro jusqu'à la dernière lanière de chair, en en faisant des "martyrs" après les avoir sacrifiés à leur "raison d'Etat", et les avoir utilisés pour la défense et le renforcement de leur Etat. L'ignominie de la classe bourgeoise, d'une classe qui transforme les assassins en héros, ses personnages les plus veules en "martyrs" qui comptabilise et hypothèque ses morts dans ses pertes et profits en capital, se montre alors sous son jour le plus cru. Si il y a quelque chose qui doit soulever l'horreur et l'indignation" celle des ouvriers, c'est celui de la mise en scène macabre du capitalisme autour des cadavres d'un Moro ou d'un Schleyer, sommet de la pourriture ca-

pitaliste, qui transforme les représentants de la barbarie en innocentes victimes. Les putains de la bourgeoisie, les écrivailleurs professionnels, ont crié à la "barbarie" lors de l'exécution de Moro ; la vraie barbarie, c'est celle qu'ils défendent quotidiennement dans leur salles de rédaction lorsque ils dissimulent soigneusement tous les crimes du capitalisme commis quotidiennement contre le prolétariat ou lorsqu'ils en font l'apologie ouverte aujourd'hui en applaudissant à l'envoi des mercenaires de l'impérialisme au Zaïre, transformant les massacres en défense de la civilisation contre la barbarie".

Non, le prolétariat ne pleurera pas la mort des représentants de la classe ennemie. Il ne peut avoir que haine et répulsion pour une classe dont la seule raison d'exister est sa propre exploitation, le mode d'existence la destruction et le massacre, la morale l'hypocrite façade des "droits de l'homme" ou de l'humanisme au service du système le plus inhumain et le plus barbare jamais surgi de la société de classes.

Le prolétariat ne peut avoir que le plus profond mépris pour les pleureuses de L.O. et Lotta Continua, qui camouflent hypocritement leur défense de l'ordre existant derrière leur phraséologie humaniste. La bourgeoisie a cru que le prolétariat italien pleurerait un Aldo Moro, se laisserait prendre par le spectacle de son exécution, elle a voulu - à travers les appels du PCI - qu'il manifeste derrière ses assassins d'hier et de demain sous la banderole de l'"anti-terrorisme". La maigre participation des ouvriers au cortège du PC et de la CGIL, l'échec des grèves anti-Brigades Rouges montrent que le prolétariat n'est pas prêt à suivre l'étendard de ses propres bourreaux. Que la bourgeoisie enterre ses morts, qui ne seront jamais les nôtres.

Cela signifie-t-il que le prolétariat doit se réjouir de la mort d'un de ses exploités ? Qu'il doive saluer les Brigades Rouges en voyant dans leur action la main "vengeresse" qui viendra frapper les symboles exécrés de l'ordre existant ?

Le terrorisme, comme méthode d'action, est fondamentalement aux antipodes de la lutte prolétarienne : quand il n'est pas l'expression de la vendetta que se livrent différentes fractions du capital (Irgoun, OLP), il est la manifestation désespérée d'une petite-bourgeoisie en décomposition, dont la bombe et le revolver sont l'unique moyen d'action, l'aspiration morbide au néant la seule finalité, le nihilisme le seul principe d'action. En tant que tel, le nihilisme, même s'il peut surgir par des coups d'éclat sur le théâtre d'ombres de la politique bourgeoise, est le propre aveu de la faillite et du néant d'éléments petits-bourgeois. En tant que telles, la petite-bourgeoisie, et sa fraction la plus désespérée : l'intelligentsia, ne pourront surgir comme une force sociale sur la scène historique où se règle le sort des deux classes fondamentales de la société, le prolétariat et la bourgeoisie engagés dans une lutte à mort pour la destruction ou la conservation de l'ordre capitaliste.

Dans la guerre d'escarmouche qu'ils mènent non contre le capital mais contre ses symboles et ses représentations, les terroristes ne peuvent qu'être battus, avant de devenir les victimes tragiques et impuissantes d'un système qui non seulement les broiera sans pitié, mais sortira renforcé moralement et idéologiquement en sonnant l'hallali de toute la meute des partis bourgeois. Si le prolétariat voit dans les terroristes les victimes pitoyables de l'ordre capitaliste, il ne peut se reconnaître dans leurs "actes exemplaires".

Ils sont le reflet du non-surgissement de la lutte révolutionnaire ; l'aveu de l'impuissance actuelle du prolétariat, qui ne libère pas encore la force formidable qu'il renferme. De cette situation, le prolétariat n'a pas à se réjouir. Seuls des irresponsables peuvent voir dans le terrorisme l'annonce du surgissement prochain du prolétariat sur le terrain révolutionnaire, et se réjouir des coups d'éclat dérisoires des Brigades Rouges. Le silence actuel du prolétariat italien est éloquent ; il est la meilleure preuve de la vacuité du terrorisme, son acte d'accusation le plus sévère.

Non ! Le prolétariat italien n'a, ni à pleurer, ni à se réjouir de la mort d'un quelconque symbole du capitalisme. Il doit comprendre que, derrière les ignobles mascarades funèbres de la bourgeoisie, derrière les larmes hypocrites versées de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, derrière toute l'hystérie anti-terroriste se prépare la vaste union de tous les partis du capital contre lui. Le parti capitaliste, italien, le PCI de Berlinguer et de Lama, montre déjà son visage hideux de parti de Noske, de parti des fusilleurs de demain, en créant des équipes de mouchards dans les usines qui dénoncent et montrent à la police les ouvriers révolutionnaires qu'ils accusent d'être membres des Brigades Rouges. Dans cette chasse ouverte aux ouvriers combattifs, les gauchistes du Manifesto à la "democrazia proletaria" se sont rangés résolument aux côtés de l'Etat, dans le camp des Noske : C'est une leçon que le prolétariat n'oubliera pas !



Face à cette offensive générale du capital, les ouvriers italiens ne peuvent répondre que par la lutte de classe. Comme les ouvriers allemands, après la campagne anti-terroriste de la social-démocratie, ils n'ont pas soutenu l'Etat, en participant au cortège du PCI et de la Démocratie Chrétienne. Les grèves en Allemagne ont mis fin à la campagne anti-terroriste ; demain, les grèves des ouvriers italiens ressurgiront. Seule la lutte de classe pourra faire échouer la campagne anti-terroriste et affaiblir l'union sacrée de toutes les forces coalisées du capital.

Oui ! le prolétariat italien n'a ni à rire ni à pleurer, il doit comprendre. C'est une nécessité vitale pour lui de saisir avec la conscience la plus aiguë la signification des événements en Italie. C'est dans sa conscience même que le prolétariat puisera l'énergie qui lui permettra de s'affronter résolument avec le capital, une fois dissipée sa propre stupeur devant le déploiement des forces de l'ennemi.

Ch.

notre intervention à la «fête» de Lutte Ouvrière

• Pentecôte 1978. Fête de Lutte Ouvrière. Ces trois jours de kermesse quelque peu apolitique sont quand même un point de rencontre pour un certain nombre de ceux qui rejettent les lois de la politique bourgeoise et cherchent à orienter leur combativité dans une dynamique révolutionnaire. Ils viennent là, parfois attirés par le bavardage radical de L.O., souvent parce que, dans ce périmètre, se trouvent rassemblés la plupart des groupes politiques qui tentent ou prétendent rompre avec le monde du capital

Ce sont là les raisons de notre présence parmi eux, à la fois pour entrer en contact avec les éléments en recherche, nous affirmer et nous démarquer des autres groupes par la présence et la diffusion de nos publications, des discussions, des confrontations multiples, à travers la tenue de forums et des interventions à ceux d'autres organisations.

Que le tribut à payer pour assurer une telle présence politique soit de subir les odeurs de frite, le sempiternel discours d'A. Laquiller et la présence de la police de l'Etat à l'entrée ne nous effraie pas. Nous en verrons d'autres. La bourgeoisie peut encore s'offrir des coquetteries de vieille démocratie tolérante. Profitons-en. Elle-même, il faut le dire, y trouve son compte. Elle ménage par là ceux qui tentent de la servir et la serviront en encore : les gauchistes, si bien parainés par L.O., L.O. qui, dans les discussions politiques, a paru cette année une organisation très discrète, pour ainsi dire absente, ayant visiblement mal digéré l'échec électoral des forces

politiques qu'elle a appuyées (de façon "critique" évidemment...). Sa digestion difficile s'est illustrée dans une défense encore plus minable qu'à son habitude de son programme bourgeois : il n'y a qu'à citer pour exemple une énorme banderole réclamant "le capital aux travailleurs", ou ce lamentable forum sur le terrorisme, heureusement interrompu par la pluie, qui dénonçait les brigades rouges principalement parce qu'elles avaient condamné Moro "sans preuves" et qu'ils n'avaient pas, pour cela, "demandé l'avis des travailleurs".

L.O. ne semble pas, d'ailleurs, être le seul groupe désorienté par l'échec de la gauche. L'apport des autres groupes gauchistes aux discussions engendrait torpeur ou désintérêt. La principale étincelle de vie s'est avérée être le fait de la présence de groupes révolutionnaires communistes, de leurs débats entre eux, et de leur dénonciation de la politique gauchiste.

Au fil des discussions dans les forums et autour d'eux, particulièrement à travers les confrontations entre le PIC, le PCI et le CCI, se sont imposées des préoccupations constantes : le terrorisme et le renforcement de l'Etat, lié à une définition de la période actuelle, l'impérialisme et la question des luttes de libération nationale. Les forums du CCI, proposant comme thèmes la portée mondiale de Mai 68, le terrorisme d'Etat et la question nationa-

le, s'inscrivaient dans le cadre de ces problèmes. Dans la discussion qu'ils ont suscitée, un de nos contradicteurs les plus assidus a été le Parti Communiste International. Au cours du forum portant sur mai 68, cette organisation a affirmé que la principale leçon à tirer de cette expérience de luttes est la nécessité du parti, dont l'absence a pesé si lourd. Nous nous sommes étonnés d'une telle analyse, car enfin, soyons logiques, il existait ce parti lui, le Parti Communiste International. L'importance décisive du parti dans la révolution prolétarienne ne nous échappe nullement, là n'est pas la question. Mais ne tirer de toute expérience de luttes que cette seule et unique leçon relève de l'idée fixe : C'est peut-être ce que ce parti appelle son "invariance".

D'autre part, bien que nous soyons retrouvés côte à côte dans la dénonciation de la plupart des positions des groupes gauchistes présents, le PCI leur a emboîté allègrement le pas lorsqu'il s'est agi de définir la nature des luttes de libération nationale, et comme eux, s'est réfugié derrière des proclamations sentimentales, quand l'argumentation politique a fait défaut. Et en effet, leur argumentation ne peut que se révéler caduque, confrontée à l'expérience. Face aux analyses des divers groupes qui tentent de trouver encore un ferment révolutionnaire pro-

gressiste dans toute tentative de création d'une nation nouvelle, il nous a suffi de leur opposer l'évidence de l'échec de toute lutte nationale depuis le début du siècle et la réalité du prolétariat de ces pays, prolétariat qui impose aujourd'hui son existence et sa vitalité, à travers grèves et luttes sociales ; portant un démenti sans appel à ceux qui affirment encore que les pays sous développés sont vierges de toute classe ouvrière et doivent connaître encore un développement capitaliste dans le cadre d'une nation à constituer.

L'afflux des participants aux forums débattant de ce thème a montré qu'il s'agissait là d'une question brûlante dans le milieu politique qui tente de se situer sur les positions de classe. Notre dénonciation des luttes de "libération nationale" comme moments d'affrontements inter-impérialistes est encore très minoritaire. C'est là une des expressions les plus marquées de la difficulté pour le prolétariat à se dégager du carcan de la contre-révolution. C'est dans la lutte contre cette difficulté même que notre intervention trouve sa nécessité - y compris dans le cadre limité de la fête de L.O. - et qu'elle se doit d'être particulièrement claire et énergique.

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

VIE DE L'ORGANISATION

REUNIONS PUBLIQUES

Les discussions politiques qui ont lieu dans le CCI, tentatives de clarifier les positions de la classe ouvrière, ne sont pas une fin en soi. Dans une période de ressurgissement de la lutte de classe au niveau mondial, c'est le devoir des révolutionnaires de généraliser la compréhension à laquelle ils sont parvenus à l'intérieur du mouvement ouvrier tout entier. C'est le but de nos publications, de nos tracts, c'est aussi le but de nos réunions publiques. C'est aussi en confrontant ses positions dans la discussion avec les éléments ou groupes qui y viennent que le CCI participe à la clarification dans le mouvement révolutionnaire.

REVOLUTION INTERNATIONALE, section du CCI en France, organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Rouen, St Nazaire, Toulouse.

Clermont Ferrand

Permanences : les 1ers et 3èmes mercredis du mois, à la faculté des Lettres.

Dijon

Réunion publique : 17 juin, 17 h., MJC Maladière, rue Balzac : "MAI 68, LA REPRISE PROLETARIENNE". Permanences : 2ème et 4ème jeudis de chaque mois, de 17 h à 18 h 30, au Pavillon St Bernard, 1er étage, Campus Montmuzard (Bd Gabriel).

Grenoble

Réunion publique : 10 juin, 16 h. 30, 6, rue Hector Berlioz : "LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES".

Marseille

Réunion publique : 23 juin, 21 h., Salle Lacordaire, 30, rue Ste Victoire.

"CONTRE LA MARCHÉ VERS LA GUERRE MONDIALE : RIPOSTE INTERNATIONALE DE LA CLASSE OUVRIERE !"

Permanences : les 2ème et 4ème vendredis du mois, de 18 h. à 21 h., même endroit.

Mulhouse

Permanence : 14 juin, 17 h., Cité Universitaire Garçons, 2ème bâtiment, 2ème étage, Bd Stoessel.

Nantes

Réunion publique : 3 juin, 17 h., "Fraternité protestante" : "CONFLITS INTER-IMPERIALISTES : LA GUERRE SE PREPARE EN AFRIQUE".

Paris

Réunion publique : 10 juin, 17 h., 27, avenue de Choisy (1er étage, salle verte), Paris 13ème :

"CONTRE LA MARCHÉ VERS LA GUERRE MONDIALE : RIPOSTE PROLETARIENNE DE LA CLASSE OUVRIERE !"

Permanences : tous les samedis à 16 h. au même endroit.

St Nazaire

Réunion publique : 10 juin, 17 h., Foyer du Jeune Travailleur, "NATURE DU GAUCHISME : OPPORTUNISME OU FLANC-GARDE DE LA BOURGEOISIE ?"

Toulouse

Réunion publique : 23 juin, 21 h., 48, avenue de la République : "VIETNAM-CAMBODGE, LIBAN, SHABA : PREPARATIFS A LA TROISIEME GUERRE MONDIALE". Permanences : tous les samedis à 14 h 30 au Café "Le Colbert", Pont des Demoiselles.

REUNION PUBLIQUE DE PARIS

La réunion publique mensuelle de RI à Paris s'est tenue le 15 mars sur le thème : "les élections, et après ?". Dans l'exposé introductif nous avons présenté les axes essentiels de notre analyse de la situation actuelle (voir nos articles sur la France dans RI N°49; 48, 47).

La discussion qui a suivi cet exposé a été polarisée par la présence en force de militants du PCI (Parti Communiste International - "bordiguistes") venus selon leurs termes "non pas pour débattre mais pour apporter la clarté". Les interventions qui devaient nous apporter cette clarté ont porté principalement sur le parti ; celui-ci étant pour eux la panacée universelle, la réponse à tous les problèmes, la conclusion de tous les exposés, le PCI après nous avoir accusé d'être des "révolutionnaires de salon", des "commentateurs", a déclaré que pour nous, le rôle du parti du prolétariat serait de "donner des conseils à la classe ouvrière", alors que "comme nous l'apprend la doctrine invariante du marxisme", la classe par elle-même n'est qu'une masse informe ne pouvant atteindre tout au plus qu'un instinct de classe - jamais une conscience de classe, puisque celle-ci n'existe QU' dans le Parti, parti qui se doit d'être puissant, monolithique, hiérarchisé, porteur de la conscience historique invariante du prolétariat.

Nous avons donc rappelé que : - Si nous faisons une réunion publique sur notre analyse de la situation actuelle et ses perspectives, ce n'est pas pour jouer les commentateurs mais c'est que nous considérons qu'une vision claire et solide de la réalité sociale, du rapport de forces entre les classes, du cours historique dans lequel on se trouve, est fondamentale pour l'action révolutionnaire ;

- Pour nous, il ne suffit pas de s'auto-proclamer "parti du prolétariat" pour l'être effectivement, surtout quand ce parti s'auto-proclame tel en pleine période de reflux de la lutte de classe, en pleine période de contre-révolution (à noter que le PCI s'est créé en 1943 pour les uns, en 45 pour les autres, en 1951-52 pour les derniers. La question reste à élucider...). Pour nous le parti est l'organe politique que se donne la classe dans sa lutte contre le capitalisme et l'Etat. Il est la fraction la plus claire, la plus décidée dans la défense et la mise en avant des

intérêts réels de la classe et des buts à atteindre. Or, comment peut-on prendre au sérieux ou "faire confiance" à ce Parti Communiste International qui n'est même pas capable d'être clair sur des positions aussi fondamentales pour la classe que :

- la nature des syndicats ; pour le PCI, "la révolution peut surgir de l'intérieur ou de l'extérieur des syndicats", donc les révolutionnaires doivent travailler en leur sein,
- les luttes de libération nationale ; pour le PCI il apparaît que l'internationalisme prolétarien est valable dans certaines zones géographiques du monde et pas dans d'autres. Ainsi, nous avons appris que notre position sur la question coloniale était "contre-révolutionnaire" puisque nous ne reconnaissons pas le caractère progressiste de certaines "révolutions bourgeoises" (Cambodge, par exemple) et que nous n'apportons pas notre soutien aux luttes de certains "peuples opprimés" - en l'occurrence les palestiniens - mais que nous dénonçons ces luttes comme moments de la guerre que se livrent entre eux les blocs impérialistes, par "peuples" interposés ?

Bref, les sujets de discussion qui ont animé la réunion publique ont été les mêmes que ceux qui sont en discussion dans le mouvement révolutionnaire depuis la défaite de la vague révolutionnaire des années 20 et qui aujourd'hui prennent d'autant plus d'acuité que l'heure approche où ce sera la classe, dans la lutte, qui les tranchera. Une erreur "théorique" aujourd'hui peut devenir des massacres demain. C'est pourquoi nous mettons aujourd'hui au premier plan de notre activité la clarification des positions, clarification à laquelle la confrontation publique ne peut qu'être bénéfique. C'est dans ce sens que nous avons salué l'intervention du PCI dans notre réunion, Comme nous saluons toujours la présence de groupes et éléments qui comprennent la nécessité de la confrontation politique.

Directeur de la publication : C.Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

PUBLICATIONS DU C.C.I.

ACCION PROLETARIA

Ecrire à l'adresse comme suit (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

INTERNATIONALISM

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)

PO Box 328

Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

INTERNATIONALISME

BP 13
Bruxelles 31
1080 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :

IKS
Postbus 452
Nijmegen

INTERNACIONALISMO

Apartado postal 20674
San Martín
Caracas 102
(Vénézuéla)

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469
80100 Napoli (Italie)

WORLD REVOLUTION

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :

IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

- Elle se fixe les tâches suivantes :
- la publication de prises de position et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;
 - la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;
 - la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

REVUE INTERNATIONALE N° 13

- Rapport sur la situation internationale
- La crise dans les pays de l'est l'Est (2ème partie)
- Octobre 17, début de la révolution prolétarienne (2ème partie)
- Marxisme et théorie des crises
- Réponse au PC Int. (Battaglia Comunista).

VIENT DE PARAITRE :

- Deux brochures en langue française :
- "MOBILISATION ELECTORALE, DEMOBILISATION DE LA CLASSE OUVRIERE"
- "NATION OU CLASSE"

VIENT DE PARAITRE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE N° 12

- Italie : L'Etat "démocratique" se défend
- A propos du MLS, LC, etc... : violence bourgeoise et conscience prolétarienne
- Sur le rôle des révolutionnaires dans les luttes prolétariennes : une réponse à Programma Comunista
- Les luttes des travailleurs des hôpitaux. Une lettre de Florence.
- Quelques réflexions sur les Noyaux Ouvriers Autonomes.
- Tunisie : les luttes ouvrières dans le tiers-monde
- Collogement : une tentative de se démarquer par rapport à Autonomia ?
- Mythe et réalité du communisme libertaire.

Le n°1 de la revue internationale en langue allemande est parue.

Sommaire :

- Manifest des 1 Kongresses des IKS.
- Lehren aus der deutschen Revolution
- Staat und Terrorismus.
- Bericht zur internationalen Lage (1. Teil).

augmentation

Les dures réalités de la crise nous contraignent aujourd'hui d'augmenter les prix de nos publications. C'est ainsi que, après le passage du journal à 3F, notre revue internationale passe à 6F ;

Dans le même ordre de nécessités, nous rappelons qu'une souscription permanente est ouverte à tous ceux qui veulent contribuer à l'effort de l'organisation de maintenir et d'élargir la diffusion des positions révolutionnaires.

REVOLUTION INTERNATIONALE

B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés
12 numéros du journal et
4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
30 F	40 F	50 F

Abonnements et versements à :
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

ESPAGNE

(suite de la p.2)

tout au contraire, c'est sur le dos du prolétariat et au prix d'une de ces gymnastiques tactiques dont la vie bourgeoise des PC est pleine d'exemples que le PCE présente ses certificats pour une meilleure intégration dans l'appareil de domination bourgeois. IXème Congrès ? Manière de revendiquer auprès du reste de la bourgeoisie une place dans l'Etat que le sort électoral et les termes du pacte de la Moncloa lui mesurent trop mal, alors que l'intégration du PCE à l'Etat, au travers des commissions ouvrières - ces instruments de dévoiement, d'atomisation et de dé-moralisation de la très combative classe ouvrière espagnole - dont nul bourgeois ne conteste l'efficacité sur l'épreuve des faits - a déjà fourni des gages très fiables. Ce sont les commissions ouvrières qui ont principalement contribué à la défaite de la vague de grèves de 76.

La bourgeoisie, par tous ses partis et le PCE en particulier, conserve donc l'initiative et l'ampleur même de la crise nous contraint au repli pour mûrir notre lutte. Mais nos camarades ouvriers à Madrid, à Valladolid, à Elche, au Bajo-Llobregat (Roca), n'ont pas fait que subir. Dans leur retrait même, ils ont commencé de nouveau à saisir l'espèce communiste, de ce PCE-15 qui n'est sorti de la clandestinité que pour s'approprier à remplir, quand nécessaire et si notre classe ne sait l'en empêcher, l'odieuse tâche démocratique qu'il a déjà si bien su mener à terme durant la guerre civile.

Les crapules Carrillo et Lopez-Raimundo, dignes héritiers des Comorera et des Salas (1) de 36/37, croient encore pouvoir user de la vieille mystification antifasciste : attention, nous disent-ils, le fascisme écarté peut revenir anéantir nos conquêtes démocratiques. Nous sommes capables de tirer les leçons de nos échecs passés, imbeciles représentants de votre classe ! Et quand nous nous dresserons pour notre lutte communiste, nous passerons sur leurs cadavres ainsi que sur ceux de tous les autres démocrates et fascistes du capitalisme. Voilà quelles seront nos conquêtes véritables de classe.

(1) Rodriguez Salas, commissaire général de l'ordre public de la "Généralité" de Catalogne. C'est lui qui dirigea l'attaque de la centrale téléphonique le 3 mai 1937. Comorera, son compère du PSUC, était ministre des travaux publics dans le gouvernement Tarradellas.

UNE CONCEPTION LOCALISTE DE L'AUTONOMIE OUVRIÈRE

"Lutte de classe autonome en Grande-Bretagne (1945-1977)" de Cajo Brendel a récemment paru aux éditions "Echange et Mouvement".

Il faut saluer ce livre, intéressant par la rétrospective qu'il fait de nombreuses grèves depuis 1945 et surtout 1972. Tout en évitant la surestimation de ces luttes ouvrières, un aspect très positif du livre réside en ce qu'il montre bien la réalité de la lutte de classe et la combativité croissante du prolétariat depuis les années 60.

Il convient avant tout de situer le cadre dans lequel se déroulent ces luttes. "Qu'on imagine qu'en France, l'union de la gauche, réunifiée en un seul parti, dispose du pouvoir sans le partager avec d'autres formations politiques. Qu'on imagine que la CGT et la CFDT, regroupées dans une seule confédération syndicale, passent avec le gouvernement de "gauche" un accord de trois ans bloquant les salaires et laissant courir les prix." (Préface à l'édition française). Cette composition politique liée à la faiblesse de l'opposition de "gauche" (PC et Trotskyistes), dans le cadre de l'économie britannique en déclin, font de la situation sociale en Angleterre une "situation particulière" où toute lutte ouvrière un tant soit peu combative tend de plus en plus directement à s'affronter à l'Etat en la personne des syndicats et du Parti Travailliste.

Ces caractéristiques vont permettre à Cajo Brendel, reprenant en droite ligne les thèses chères au courant conseilliste, de développer une analyse de la "maladie anglaise" dans le strict cadre national, afin de prétendre favoriser une autonomie de la classe ouvrière.

Bien qu'il prétende se situer d'un point de vue prolétarien, à aucun moment Brendel ne nous laisse seulement supposer que le prolétariat puisse exister et lutter ailleurs qu'en Grande-Bretagne, que les entraves à cette lutte se retrouvent sensiblement de la même manière sous d'autres latitudes (Etats, partis bourgeois, etc...). Nous retrouvons là une lacune de taille dans le courant conseilliste, l'internationalisme formel, en tant que mot, qui lui permet en particulier, à travers le cadre étroit de la Russie du début du siècle, de voir la révolution russe comme une révolution bourgeoise (cf. la revue internationale n° 12 "Octobre 17").

L'aboutissement de cette vision localiste des problèmes de l'humanité est exprimé par le fait que Brendel, dans son livre ne fasse jamais allusion à la crise économique qui caractérise la période actuelle, mondiale et plus profonde de jour en jour, mais que bien au contraire, le mode de production capitaliste semble devoir se développer tant qu'il ne sera pas "éliminé". ("Aussi longtemps que le capitalisme lui-même, au développement duquel il est indissolublement attaché." p. 119).

Brendel est là bien loin d'une vision marxiste de l'histoire, qui situe la caducité d'un mode de production au

moment où il peut de moins en moins développer les forces productives, et ouvre ainsi une période de possibilité de changement de mode de production. On retrouve plutôt là un vieux flirt du conseillisme avec la conception anarchiste de l'histoire qui rejette tout problème de bases objectives pour le socialisme et pour qui "la révolution est possible à tout moment".

Pour les marxistes, le passage au communisme est possible lorsque la bourgeoisie ne peut plus gérer le capitalisme décadent) et lorsque la classe ouvrière ne veut plus (accepter l'austérité... et la guerre). Pour Brendel, il semblerait que la volonté de la classe ouvrière soit suffisante, uniquement freinée par les syndicats et partis politiques, ce qui l'amène à voir une rupture historique : "Entre 1926 et 1972, il y a une rupture bien nette. 1926 fut la dernière expression du vieux mouvement ouvrier traditionnel anglais. Maintenant nous avons à faire au nouveau mouvement ouvrier lui-même" (p. 10). S'il existe une rupture en 1926 pour les révolutionnaires, elle ne concerne évidemment pas l'Angleterre, elle ne saurait être non plus une modification dans la nature de la classe ouvrière ; elle concerne les organisations

conseilliste et Brendel son digne représentant, en tirent la leçon que la classe ouvrière n'a pas besoin d'organisation politique (puisque celle-ci a trahi), pensée qui vaut en profondeur la précédente, tirant de l'échec de la révolution mondiale la conclusion que la révolution russe était bourgeoise.

L'histoire a toujours démontré que la classe ouvrière ne pouvait se passer de cette arme essentielle pour son combat nistonique qu'est l'organisation politique. Les syndicats eux, ont effectivement montré leur intégration à l'ordre bourgeois, à l'Etat, en 50 ans de contre-révolution. Or, que dit Brendel des syndicats ? Il oppose les travailleurs aux leaders syndicaux ou à la bureaucratie (cf p.31), laissant supposer par là que de bons leaders ou un syndicat démocratique pourrait défendre efficacement les intérêts de la classe ouvrière. L'ambiguïté est à son comble en ce qui concerne la fonction du shop-steward qui semble être au-dessus des classes, bourgeoise si le shop-steward apparaît comme un homme d'appareil (Reid, président du PC d'Ecosse, sur la voie de la députation, p. 86) prolétarienne si le shop-steward se réclame de la base ("les shops-stewards n'étaient

raux" et non plus leurs intérêts "immédiats" (p. 22).

L'expression des intérêts généraux du prolétariat sont la nécessité de la destruction de l'Etat bourgeois, la nécessité de la prise du pouvoir politique, avant de pouvoir opérer une transformation des rapports de production. Alors qu'en privilégiant toute "action de base", aboutissant à de grandes "victoires" ("une usine sous contrôle ouvrier", p.70, "la libération de 5 shops stewards emprisonnés", p.116, etc.), Brendel vide de tout contenu l'autonomie ouvrière qui, elle, correspond à un programme historique basé sur l'expérience du mouvement ouvrier.

Or cette autonomie ne réside pas sur le terrain "ouvriériste" où le place Brendel, conçue comme un problème de regroupement d'une catégorie sociale ni sur le terrain géographique, vue comme un problème d'organisation localiste des ouvriers ; mais l'autonomie prolétarienne signifie l'affirmation à l'échelle mondiale d'une autonomie politique autour de ses intérêts de classe face à toutes les autres classes ou couches de la société.

Il est significatif qu'un représentant actuel du courant conseilliste écrive un ouvrage où n'apparaît nulle part le terme "conseils ouvriers", où le mot révolution est cité pour dire : "on en discutera plus tard" (p.120).

La vision que Brendel a de la lutte de classe rejoint la vision anarchiste du monde, où les contradictions sociales sont dues aux rapports d'autorité ("et cela remet fondamentalement en question l'ordre normal des choses dans lequel les patrons commandent et les ouvriers obéissent", p.80; "l'ordre bourgeois repose sur le fait que les travailleurs obéissent aux ordres des autres" p.110), de même que les perspectives ouvertes par son livre rappellent étrangement la vision fédéraliste des anarchistes, où les solutions économiques à un problème mondial sont recherchées au niveau de l'usine où de la région où l'ont vit.

Face à cette vision conseilliste, les révolutionnaires ne peuvent que rappler l'alternative guerre ou révolution socialisme ou barbarie, et, partie de cette force historique qu'est le prolétariat en mouvement, apporter leur contribution en tant que facteur actif au développement et à la généralisation de la conscience au sein de la classe ouvrière.

Parce qu'il n'est pas spectateur en dehors de la lutte de classe, en prenant fait et cause pour des luttes aboutissant à un soi-disant pouvoir ouvrier, en ne posant jamais la nécessité de la prise de pouvoir du prolétariat, Brendel participe mal à l'élaboration de cette conscience, en maintenant au mieux la confusion, au pire en développant des mystifications.

D.O.

"La grande industrie, en créant le marché mondial, a déjà rapproché si étroitement les uns des autres les peuples de la terre que chaque peuple dépend étroitement de ce qui se passe chez les autres... La révolution communiste, par conséquent, ne sera pas une révolution purement nationale. Elle se produira en même temps dans tous les pays civilisés... elle sera une révolution mondiale et devra donc avoir un terrain mondial".

(Engels, "Les Principes du Communisme")

"Nous sommes, tous soumis à la loi de l'histoire et l'on ne peut introduire l'ordre socialiste qu'à l'échelle internationale. Les bolcheviks ont montré qu'ils pouvaient faire tout ce qu'un parti vraiment révolutionnaire est capable d'accomplir dans les limites des possibilités historiques. Qu'ils ne cherchent pas à faire des miracles ! Car une révolution prolétarienne exemplaire et parfaite dans un pays isolé, épuisé par la guerre mondiale, écrasé par l'impérialisme, trahi par le prolétariat international serait un miracle. Ce qui importe, c'est de distinguer, dans la politique des bolcheviks, l'essentiel de l'accessoire, la substance du fortuit. En cette dernière période où les luttes finales décisives nous attendent dans le monde entier, le problème le plus important du socialisme a été et est encore précisément la question brûlante de l'actualité, non pas telle ou telle question de détail de la tactique mais la combativité du prolétariat, l'énergie des masses, la volonté du socialisme de prendre le pouvoir en général. A cet égard, Lénine, Trotski et leurs amis ont les premiers, par leur exemple, ouvert la voie au prolétariat mondial, ils sont jusqu'à présent encore les seuls qui puissent s'écrier comme Butten : "J'ai osé !"

(Rosa Luxembour, "La Révolution Russe")

du prolétariat, regroupées dans l'IC, où triomphe la théorie du "socialisme en un seul pays".

1926-27, avec les dernières répressions à Shanghai et Canton, sonne le glas des perspectives révolutionnaires ouvertes avec Octobre 17 et la prise de pouvoir du prolétariat en Russie. L'échec de la révolution internationale et l'isolement de la Russie qui en découle sont les causes fondamentales de la dégénérescence de la révolution russe qui entraîne le passage avec armes et bagages du parti bolchevik dans le camp de la contre-révolution, et les partis communistes de TIC avec lui. Rejetant le grain avec l'ivraie, le cou-

désormais plus du côté des bureaucrates, mais du côté de leurs camarades de travail", p.32). En fait, la dénonciation des syndicats comme institutions bourgeoises n'est pas du tout évidente : "Institutions valables pour une période de paix sociale, ils se révélaient tout à fait impropres à la lutte de classe" (p. 107).

Mais quelle est donc pour Brendel cette période de lutte de classe, opposée à une période de paix sociale, quelles sont les perspectives ouvertes par cette lutte autonome du prolétariat, sinon la possibilité pour les travailleurs d'exprimer "leurs intérêts géné-

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes -sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.